

Le PCF se demande si l'immobilisme de M. Devedjian n'anticipe pas la disparition du CG

Catherine Margaté: "Avec 1,6 milliard de recettes, le 92 a les moyens de faire bien plus !"

Est-ce l'approche du scrutin régional ? Mais ce matin pour le vote du budget au Conseil général, l'opposition redoublera d'attaque contre la politique départementale du président Devedjian, visant à travers lui la gestion gouvernementale du pays. Le PCF sera à la pointe des récriminations lors des interventions des groupes avec l'emploi de termes très virulents contre l'action sociale (logement, associations) de la majorité UMP-NC : "budget des mensonges, leurre, arnaque, crise politique majeure..." Pour en donner un avant-goût, la présidente du groupe PC, Catherine Margaté, entourée des maires de Nanterre et de Gennevilliers, Patrick Jarry et Jacques Bourgoïn, a réuni la presse mercredi.

"Ce budget relaye la politique gouvernementale de désengagement alors que le département a les moyens de faire bien plus. Avec 1,6 mds de recettes de fonctionnement, la majorité nous dit 'nous ne sommes plus le département le plus riche de France'. Mais avec 1,6 milliard, les Hts-de-Seine sont toujours un département riche ! Il y a de quoi faire et bien. M. Devedjian n'a aucune ambition pour ce département. On peut même se demander si son immobilisme n'anticipe pas la disparition du conseil général ?" Et Patrick Jarry d'ajouter : "C'est le budget des mensonges. On ment aux habitants sur la politique sociale. Il annonce 5% d'augmentation des dépenses sociales. En réalité ce chiffre n'est qu'un affichage ! Si je suis un habitant du 92, je n'ai plus la prime de Noël, je n'ai plus les conditions de la carte Améthyste comme avant... Si la majorité était honnête, elle dirait 'on ne veut pas que la part du social augmente trop dans le budget, alors on diminue les allocations'. Mensonges aussi sur le logement : depuis 4 ans, le nombre de logements sociaux (PLAI, PLUS) neufs ne cesse de diminuer dans le 92. Le budget du CG permet de financer 1.800 logements neufs par an, mais pas les 3.270 annoncés !" Jacques Bougoïn qui interviendra ce matin sur ce sujet parle "d'arnaque totale" puisque, selon, lui le CG d'intègre dans le chiffre de logements nouveaux le patrimoine locative que l'OPH 92 vient d'acquérir. Autre sujet qui

fait bondir les élus PC, les coupes dans les subventions aux associations. M. Bourgoïn : "700.000 euros n'ont pas été attribuées aux associations directement impliquées dans la politique de la ville, dont 100.000 E pour Nanterre et 200.000 euros pour Bagneux. La seule ville où il y a des financements en hausse, c'est Antony ! Ça a doublé. Le président Devedjian invoque des dossiers mal bouclés en se déchargeant sur son administration. Il refuse simplement de porter cette politique de baisse". Autre sujet d'inquiétude : la petite enfance. "Sarkozy

avait promis 4.000 place de crèches en 5 ans. Aujourd'hui, on n'a pas de chiffres, de bilan sur ces promesses. Les seules structures qui créent des crèches dans le 92 sont les sociétés privées à but lucratif". Quant au RSA, les élus PC s'attendent à une montée en flèche des allocataires : "Avec une hausse des demandeurs d'emploi de 22% entre les 4ème trimestre 2008 et 2009 dans le département, plus qu'en IDF, les exclus de l'assurance chômage vont augmenter", craint M. Jarry qui comme ses collègues votera contre ce budget 2010.

PULV / Courbevoie: Le chiffre que la gauche attendait

Ce matin, les élus PC reviendront à la charge pour que le PULV soit totalement intégré à l'enseignement public. Une demande aussi relayée par le PS. Car l'opposition a eu connaissance du chiffre qu'elle attend depuis longtemps : à savoir la charge qui incombe au Conseil général chaque année pour l'entretien et le fonctionnement de l'immeuble magnifique de Courbevoie qui abrite le PULV, sachant que le CG met gracieusement ce bâtiment à disposition de l'association du PULV depuis sa construction. Ce coût d'entretien étant sans rapport avec la subvention annuelle versée par le CG à l'association présidée par Charles Pasqua pour ses enseignements, ses frais de gestion, etc. qui s'élèvera cette année à 7 ME et sera votée ce matin. Les élus PC disent avoir enfin obtenu ce coût d'entretien de l'immeuble de La Défense qui "était jusqu'à présent planqué car disséminé dans des divers postes budgétaires" : 13 mil-

lions d'euros par an, soit 582 ME d'euros environ déboursés par le CG depuis l'ouverture du PULV il y a 10 ans selon eux. Comment expliquer une telle transparence de la part du cabinet du président après des années d'opacité ? "Comme il y a des controverses au sein de sa majorité sur la hauteur de l'aide à accorder à l'association de Charles Pasqua qui demandait cette année 10 ME et qui n'a obtenu que 7 ME, Devedjian a sorti le chiffre pour faire taire ceux qui lui reprochent de ne pas suffisamment aider le Pôle", semble savoir M. Jarry. Et Mme Margaté d'ajouter : "Comme la convention entre le pôle et le CG s'arrête en 2011, on va demander (ce matin) à M. Devedjian de mettre totalement le PULV à disposition de l'enseignement public (Nanterre et Dauphine) et ce qu'il compte faire en 2011 de la fac Pasqua. On lui demandera de tout mettre sur la table..."

Pécresse/Dernier pot : Ce soir à 19h30, Valérie Pécresse conviera l'ensemble de ses têtes de liste à un dernier pot d'avant 1er tour au restaurant "The Frog" dans le 12ème arrondissement.

92/Elections : Dimanche soir à 21h à l'Hôtel du Département à Nanterre, Patrick Devedjian recevra les élus des Hts-de-Seine, dans le cadre de la traditionnelle soirée électorale des régionales et de la cantonale partielle à La Garenne-Colombes.

92/Mipim/Microsoft : Du 16 au 19 mars, le CG 92 invitera les décideurs de l'industrie internationale et les investis-

seurs sur son stand au pavillon "La Défense de la Seine à la Seine" au Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM) à Cannes. Le 17 mars à 17h30, Patrick Devedjian y présidera une conférence : "Les Hts-de-Seine territoire attractif. L'exemple de Microsoft". A cette occasion, le président du CG présentera l'exemple de l'implantation de Microsoft dans l'immeuble EOS à Issy. Thierry Solère, vice-président à l'économie, François Bertière, PDG de Bouygues Immobilier et Eric Boustouller, Président de Microsoft France interviendront à cette conférence.